

Sous la direction de
Michel Korinman et Lucio Caracciolo

LES FRACTURES DE L'OCCIDENT

Éléments de géopolitique

LA DÉCOUVERTE/LIMES
Paris/Rome
1994

DE MAASTRICHT A L'ALLEMAGNE*

par Ludwig Watzal

L'effondrement de l'empire soviétique et la dissolution concomitante du bloc de l'Europe de l'Est sont intervenus trop tôt pour les grands architectes de l'unification européenne inspirée par l'esprit de Maastricht. Cet événement est venu contrecarrer leurs mirobolants calculs, sans que les élites politiques en soient autrement impressionnées. C'est avec une énergie redoublée qu'elles poursuivent le projet de Maastricht sans se préoccuper le moins du monde des inquiétudes des populations. Maastricht incarne une variante idéologique de type technocratique, mercantiliste et centraliste, telle que la décrit Philippe Séguin, président de l'Assemblée nationale française, et telle que la personnifie Jacques Delors¹.

Bien loin de prendre en considération ce séisme historique et de réfléchir à de nouvelles formes d'intégration, on a préféré poursuivre sur une voie anachronique menant à la signature du traité de Maastricht les 9 et 10 décembre 1991. Alors que les pays d'Europe de l'Est avaient été peu avant conviés à « réintégrer l'Europe », Maastricht eut pour effet d'en verrouiller les portes et de surélever les barrières protectionnistes. Le traité a par conséquent cimenté une situation dépassée par les bouleversements qu'a connus la politique mondiale en 1989 et 1990. Le « partenariat pour la paix », en dernière analyse, n'est que le dernier avatar d'une conception imaginée pour tenir les pays de l'Europe de l'Est à l'écart de la table richement mise à laquelle sont installés des Européens de l'Ouest saturés. Le « pacte de sécurité » conjointement proposé les 26 et 27 mai 1994 par le chancelier Helmut Kohl et par le Premier ministre Édouard Balladur est conçu pour faire contrepoids au « partenariat » de l'OTAN. A supposer que ce « pacte » ait été effectif dès 1991, il n'aurait aucunement amené les Serbes à mettre un terme à la guerre menée contre les autres peuples de l'ex-Yougoslavie. Il ne prévoit en effet aucune sanction. C'est

* Traduit de l'allemand par Gérard Jeannot.

1. Cf. Philippe SÉGUIN, « La politique autrement : Am besten gleich alles reformieren », in Manfred BRUNNER (éd.), *Kartenhaus Europa ? Abkehr vom Zentralismus-Neuanfang durch Vielfalt*, Munich, 1994, p. 153-160.

à juste titre que Herbert Kremp, dans le quotidien *Die Welt* du 28 mai, le qualifie d'« incarnation d'une impuissance caractérisée ».

La résurgence de l'État-nation allemand

Après avoir invoqué pendant quarante ans l'unité de la nation allemande dans ses discours dominicaux, la classe politique allemande refuse obstinément de tirer les conséquences de la résurgence de l'État-nation allemand. A son goût, l'intégration européenne ne peut aller trop vite, permettant ainsi à l'Allemagne, une fois encore, de se défaire de ses responsabilités sur des instances européennes mal inspirées et de se recroqueviller dans l'idyllique giron qui lui a valu quarante années d'une douillette existence. Mais cette parenthèse historique a bel et bien pris fin. D'ailleurs, les alliés de l'Allemagne feront tout ce qui est en leur pouvoir pour que l'Allemagne assume enfin sa responsabilité internationale.

La classe politique allemande s'est montrée surprise par la poussée nationaliste en Europe de l'Est, phénomène démoniaque à ses yeux. Elle voulait chasser ce monstre nationaliste en liquidant l'État national, paramètre que l'historien américain Paul Kennedy a précisément désigné comme le siège de l'identité d'un peuple. Les élites politiques d'Europe de l'Est n'avaient d'autre alternative que de se référer à leurs traditions nationales dans le processus de transformation du communisme, cette idéologie attentatoire à la personne humaine ayant en effet tout rasé sur son passage. En Europe de l'Est, du moins l'État national a-t-il fait ses preuves pendant cette phase transitoire, se révélant être un fondement qui n'a rien perdu de sa capacité à favoriser la constitution d'un État. A cet égard, un étroit lien unit l'Église et la nation.

L'ébullition nationaliste en Europe de l'Est n'est aucunement la résultante d'une consolidation de l'État national, mais celle de l'oppression, des décennies durant, de toutes les traditions nationales, ainsi que de la stagnation économique, terreau fertile sur lequel prospéraient les préjugés, empêchant toute modernisation de la société. Pendant quarante ans, le communisme totalitaire ayant interdit aux gens de revendiquer l'identité qu'ils désiraient avoir, une réponse nationale fut apportée à la question. Comme le dit Hermann Lübke, philosophe politique, « ne pas vouloir le reconnaître, considérer les nations comme dépassées, c'est être incapable d'accepter la réunification allemande² ».

Les outrances nationalistes se produisent aussi longtemps qu'un État national n'a pas encore trouvé sa forme définitive. Même les vulgaires dérapages nationalistes observés en Allemagne s'expliquent par le fait que ce pays désormais réunifié n'a pas encore trouvé son identité nationale et n'a pas encore pu développer une conscience nationale. Il faut tout d'abord que les Allemands s'identifient à la nouvelle Allemagne. La volonté d'étrangler ce processus par

2. Cf. Hermann LÜBBE, *Abschied vom Superstaat. Vereinigte Staaten von Europa wird es nicht geben*, Berlin, 1994.

une européanisation effrénée pourrait se révéler funeste pour l'avenir du pays et de sa classe politique.

A la suite de la réunification, les élites politiques allemandes ont négligé de mettre à profit les préalables favorables à l'émergence d'une conscience nationale. Se souvenant encore des innombrables manifestants et des océans de drapeaux dans l'ex-RDA, on s'interroge aujourd'hui sur les raisons pour lesquelles ce potentiel n'a pas été exploité, alors que c'était là le signe que la nation habitait les cœurs. La canalisation de ces sentiments aurait fourni une contribution décisive à la fusion des deux parties du pays. Mais la classe politique en « privilégiature » considérait comme malséant ce sentiment suranné des Allemands de l'Est, fait d'attachement à leur pays et de fierté nationale. Comme un voleur pris la main dans le sac, la caste des politiciens d'Allemagne de l'Ouest s'est dérobée, abandonnant à eux-mêmes les Allemands de l'Est avec leur sentiment national. Andreas H. Apelt, député chrétien-démocrate à la Diète berlinoise et ancien cofondateur du mouvement *Demokratischer Aufbruch* (Réveil démocratique), en donna la description suivante dans *Die Welt* : « Effectivement, un sentiment de trahison et d'humiliation habitait de nombreux Allemands de l'Est devant le spectacle d'individus se soustrayant à leur responsabilité politique, précisément ceux dont l'action politique n'était pas menacée par une dictature. N'étions-nous pas leurs "frères et sœurs"³ ? »

La réunification ne s'est accompagnée d'aucune effervescence nationaliste. La formule « Nous sommes un seul peuple », les revendications avancées prenaient un ton patriotique, totalement neutre d'un point de vue politique, sans aucun accent antieuropéen ni xénophobe, et encore moins mégalomane. Mus par de tels sentiments, les Allemands de l'Est pensaient pouvoir s'amalgamer à la nouvelle Allemagne. Mais ce n'est précisément pas de cette oreille que la caste politique voulait l'entendre, se montrant même agressivement hostile. Alors qu'on aurait pu faire de ce sentiment la base commune de l'Allemagne réunifiée, permettant du même coup de surmonter cette incompréhension si souvent déplorée, et d'accroître la disposition au partage. Mais la solution technocratique fut préférée à ces fondements patriotiques. Dans un premier temps, on voulut régler l'addition sur le compte courant, abusant la population. Et ce au mépris des avertissements d'Oskar Lafontaine, ancien leader social-démocrate qui avait prévu très tôt les désordres financiers à venir. Cette prise de position lui attira le reproche d'être hostile à la réunification, mais par la suite les taxes et impôts devaient atteindre d'insupportables proportions. S'il a affectivement réalisé le volet technocratique de la réunification, le chancelier Helmut Kohl n'a pas montré la stature d'un homme d'État. A ce jour, il ne lui est même pas venu à l'esprit d'adresser une allocution à la nation, omission impensable en France. En revanche, la classe politique s'apprête à sacrifier le deutschemark, l'unique symbole national sans tache, préexistant à la fondation de la République fédérale, en guise d'offrandre sur l'autel de Maastricht. Il s'agissait d'apaiser les autres Européens, les Français notamment, face à la

3. Andreas H. APELT, « Was ist uns Deutschland ? », *Die Welt*, 18 décembre 1992.

réunification allemande. Sans la moindre contrainte, c'est de son plein gré que le chancelier fit ce don, alors qu'à l'origine il rejetait le traité de Maastricht sans union politique.

Les référendums danois et français ont illustré les profondes divergences opposant les États européens sur la question de Maastricht. De même, les prochaines consultations référendaires feront apparaître dans certains cas le fossé séparant les élites politiques des populations. En Allemagne, la classe politique n'a pas la moindre confiance dans les citoyens, elle s'est muée en oligarchie coupée des réalités, elle a eu l'arrogance de mettre le souverain à l'écart. En matière européenne, les Allemands sont les plus mal informés de tous les peuples. De l'avis de nombreux politiciens, les gens semblent ne pas avoir une conscience réaliste de cette œuvre monumentale, conçue comme une simple mesure promotionnelle, dans l'ignorance des sentiments d'un fondement identitaire. D'après certains sondages, deux tiers des Allemands rejettent Maastricht et ses impondérables sans nombre. Le résultat du vote adopté par le Parlement allemand le 2 décembre 1992 n'en est que plus surprenant. Quasi unanimes, les représentants du peuple se sont engagés sur une voie qui, à terme, les rabaissera au rang des membres d'une quelconque diète régionale. Sur les 565 suffrages exprimés, on dénombrait 547 oui et 17 non, une seule députée du SPD s'étant abstenue⁴. Ce résultat illustre on ne peut plus crûment l'ineptie de notre personnel politique, sa peur des responsabilités. Pour la plupart, les interventions pendant les débats révèlent que les politiques ne veulent pas entendre parler des graves objections soulevées par les experts, ou qu'ils ne les prennent pas au sérieux. Les débats menés le 27 mai 1994 par les parlementaires allemands sur l'Europe n'étaient qu'une accumulation de platitudes, même chez les politiciens allemands les plus en vue. Le calendrier électoral, particulièrement chargé cette année, en serait-il la seule explication ? La question n'est pas là. Pourtant, les objections politiques, économiques et constitutionnelles sont si lourdes qu'en bonne conscience on n'aurait pas dû voter en faveur du traité.

L'Europe contre Maastricht

C'est un secret de polichinelle : le traité de Maastricht est mort ! L'implosion du SME, l'angoissante dette publique en Allemagne et le niveau du chômage ont amoncelé une telle montagne de problèmes que jamais monnaie européenne ne sera frappée. Les négociations préliminaires à l'adhésion de l'Autriche, de la Suède, de la Finlande et de la Norvège ont enfoncé le clou, marquant une nouvelle ère de coopération entre États nationaux. Les mandarins bruxellois pressentent déjà ce devant quoi les politiques ne veulent pas encore ouvrir les yeux. Maastricht, c'était la vision désormais défunte d'une Assemblée euro-

4. Cf. DEUTSCHER BUNDESTAG, *Stenographischer Bericht*, 126, séance du 2 décembre 1992, p. 10 888.

péenne associée à un exécutif polymorphe, s'appuyant sur une bureaucratie pléthorique et une monnaie inflationniste dénommée écu.

Dans aucun autre pays que l'Allemagne le traité de Maastricht n'est d'une part exposé comme un ostensor par la classe politique, mais d'autre part frappé d'un tabou interdisant toute discussion à son sujet. Tous les camps politiques en conviennent, il s'agit d'enfermer une Allemagne qui sans cela mettrait en péril la paix en Europe. Voilà la turlutaine qu'a répétée pour la énième fois le chancelier Kohl le 27 mai 1994 lors des débats menés sur l'Europe. Cette euphorie européeniste du gouvernement fédéral et de tous les partis représentés au Bundestag est-elle simplement un indice portant à penser que l'on pourrait avancer au nom de l'Europe des revendications impensables à formuler au nom de l'Allemagne ? Cette paranoïa face à l'histoire n'existe vraisemblablement qu'en Allemagne. Or le traité de Maastricht est antidémocratique, il est le produit d'une politique gouvernementale secrète, du moins pour ce qui est des acteurs en Allemagne. Se défiant encore de ses sujets, la classe politique a rejeté toute idée d'un référendum en arguant de l'exemple de Weimar. Et le gouvernement de se fendre d'une justification aussi laconique que plate, d'invoquer la Constitution ne prévoyant pas une telle procédure. Cette attitude bien allemande est l'expression, face à soi-même et à sa propre histoire, d'une angoisse paranoïaque qui se heurte à une incompréhension obstinée dans d'autres pays.

Nos partenaires attendent de l'Allemagne qu'elle se comporte enfin comme un État national normal n'ayant plus aucune raison d'avoir peur de son ombre. Nous devons enfin apprendre à exercer le pouvoir avec responsabilité, à ne plus rougir de honte à la seule mention de ce mot. Personne n'a de raison de craindre l'Allemagne pour la bonne raison que l'Allemagne ne menace personne. Nous ne pouvons plus tirer argument de notre histoire, aussi ténébreuse soit-elle, pour convoquer une singularité allemande. Au contraire, il nous faudra à l'avenir travailler le passé national-socialiste et communiste pour accoucher d'une conscience nationale, sans que toutefois nous soyons de ce fait entravés par des chaînes nous empêchant de défendre nos intérêts nationaux. Néanmoins, nous devons veiller à ne pas répéter nos erreurs et nos objections, à ne pas refouler, pis encore, à ne pas oublier. Sommes-nous aptes à cette acrobatie ? L'avenir le dira. Notre passé ne plaide pas en ce sens. N'oscillons-nous pas entre l'ivresse du pouvoir et sa dénégation ? Ne fûmes-nous pas des nazis sans faille et des communistes sans reproche ? Des parangons de démocratie ? Cette fois-ci, voulons-nous démontrer que nous sommes des Européens patentés ? A qui devons-nous une fois encore prouver que nous sommes les meilleurs ? Il est grand temps que nous apprenions à mener avec mesure et circonspection une politique d'inspiration nationale qui ne tombe pas dans les travers de l'extrémisme. On peut espérer que l'Allemagne s'est imprégnée de suffisamment de culture démocratique et républicaine.

D'ailleurs, aucun Allemand n'aurait eu l'idée de mentionner Maastricht et le *diktat* de Versailles d'une seule haleine. En revanche, nos « amis » français s'expriment dans *Le Figaro* comme de coutume entre amis, c'est-à-dire

ouvertement et sincèrement : « "L'Allemagne paiera", disait-on dans les années vingt. Elle paie aujourd'hui : Maastricht, c'est le traité de Versailles sans la guerre⁵. » Jacques Attali, ami intime de Mitterrand, est tout aussi explicite : « L'objectif prioritaire de Maastricht est l'abolition du deutschemark. » Jacques Delors lui aussi, président de la Commission, avait toujours vu dans le SME un « bloc mark » qu'il s'agissait de dissoudre. Pensons aussi à nos « amis » italiens, par exemple Carlo De Benedetti, déclarant dans la revue *L'Espresso* : « Nous ne voulons pas mourir pour Dresde⁶. » Et lorsque Roland Dumas, ancien ministre français des Affaires étrangères, porte-parole du président Mitterrand, parle en août 1993 de « la bataille de la Marne » au sujet de la Bundesbank, et rejette sur Helmut Kohl et sur l'Allemagne la responsabilité « accablante » de la tournure des événements en ex-Yougoslavie, il y a de quoi douter de l'« amitié » franco-allemande. Pendant la campagne du référendum sur Maastricht, des internationalistes autoproclamés attisèrent à un tel point les préjugés anti-allemands que Philippe de Villiers, initiateur de « L'autre Europe », parla de la « campagne la plus abjecte menée depuis longtemps contre l'Allemagne ».

Jusqu'à ce qu'intervienne la réunification allemande, la France comptait parmi les pays qui freinaient l'unification européenne. La monnaie unique, quant à elle, relevait de l'inconcevable. De concert, le gouvernement français et Margaret Thatcher tentèrent même de torpiller la réunification. Dans une interview accordée au *Spiegel*, Philippe Séguin, président de l'Assemblée nationale, déclara : « Pour ma part, je fus très choqué lorsque, au moment symbolique de la chute du Mur, la réaction du chef de l'État français consista à entamer une curieuse tournée et à faire en priorité la révérence à ceux qui, à Berlin-Est, souhaitaient sauver la RDA, puis à se rendre à Kiev pour rallier Gorbatchev à la cause des opposants à l'unité allemande⁷. » Par suite de la réunification, la France amorça alors un tournant radical dans sa politique européenne. La devise politique était désormais intégration économique et contrôle de l'Allemagne.

L'unique objectif du traité de Maastricht et de la politique française est de briser la prééminence du deutschemark et d'étendre à toute l'Europe occidentale le système centraliste français. En clair, cela veut dire que Maastricht est un modèle mettant l'Allemagne sous la domination de la France pour permettre à cette dernière de conserver les vestiges de son « statut de grande puissance ». Selon cette école de pensée, il s'agit de mettre l'Allemagne au pas. Les froissements franco-allemands qui se font jour actuellement résultent du fait que la France souhaite accélérer la mise en application du traité de Maastricht, et de la sorte liquider le deutschemark, tandis que Bonn est en priorité intéressée par une admission des États de l'Europe de l'Est. Cet exemple est une illustration manifeste de la divergence des intérêts nationaux, recouverte d'un voile de nostalgie lors du sommet franco-allemand qui s'est tenu en mai 1994

5. *Le Figaro*, 18 septembre 1992, in *Süddeutsche Zeitung*, 19 septembre 1992.

6. Rudolf AUGSTEIN, « Morire per Dresda, no ! », *Der Spiegel*, n° 40, 1992, p. 20.

7. Philippe SÉGUIN, « Wir haben büßen müssen », *Der Spiegel*, n° 8, 1994, p. 142-145.

à Mulhouse. A l'inverse, l'ex-Premier ministre britannique voit le danger d'une domination allemande sur l'Union européenne dans une intégration trop poussée⁸. En toute objectivité, cependant, la crainte de voir l'Europe passer sous domination allemande est sans objet. Sortie victorieuse de la guerre froide, l'Allemagne est rejetée par le traité de Maastricht dans le camp des vaincus parce que la classe politique se soustrait une fois encore à sa responsabilité politique et renonce à faire reconnaître les intérêts allemands.

Le traité de Maastricht réduit la politique étrangère et la sécurité à la portion congrue, ce qui était d'ailleurs l'intention française et britannique, ces deux pays n'étant pas disposés à faire une croix sur des modèles de pensée convenant à des prétendues grandes puissances, ni à renoncer aux droits s'attachant à la souveraineté nationale. Ces deux États doivent reconnaître que nous sommes à un tournant historique. Soutenir, comme le fait le gouvernement fédéral, que la crise des Balkans aurait été mieux maîtrisée si le traité avait déjà été en vigueur, c'est avancer une affirmation dénuée de tout fondement réel, c'est faire accroire aux citoyens que cette tragédie ne serait pas survenue avec une union politique en état de fonctionner. De fait, l'inanité des Européens démontre simplement que rien ne va plus sans les États-Unis et leur puissance. Il a fallu près de deux ans pour concilier les intérêts de divers États nationaux, ce qui n'avait rien à voir avec le traité de Maastricht. L'affligeant spectacle de la politique suivie par la Communauté au Moyen-Orient, de son inexistence dans la question koweïtienne et, tout récemment, dans le conflit bosniaque démontre que, même à l'avenir, la politique étrangère commune restera lettre morte et que la priorité sera accordée comme par le passé à une politique de défense des intérêts nationaux. Par sa faiblesse et son inaction, l'Union européenne (UE) est directement responsable des effroyables violations des droits de l'homme en ex-Yougoslavie. En matière de politique étrangère, sans même parler de l'Europe de l'Est, l'UE n'a aucune conception perceptible. On ne saurait prendre au sérieux une communauté d'États incapable d'adopter la moindre résolution face aux atrocités commises en Bosnie.

Un argument fréquemment et volontiers invoqué en faveur d'une rapide intégration tend à suggérer que de nombreuses tâches et de nombreux problèmes ne peuvent plus être résolus qu'à l'échelon supranational. Cette thèse relève davantage d'un credo dogmatique que de la réalité. Ainsi, le marché commun agricole est une gigantesque aberration. Plus de 60 % du budget communautaire vont à des subventions pour soutenir les prix, entreposer des marchandises ou promouvoir les exportations. Ce pourcentage équivaut actuellement à 70 milliards de DM par an, tendance à la hausse. A lui tout seul, le gouvernement fédéral affecte 13,6 milliards de DM aux subventions agricoles nationales. Dans leur ensemble, les pays industriels allouent 200 milliards de DM au soutien de leurs produits agricoles, ce qui n'est rien de moins qu'un scandale si l'on considère la misère du tiers monde. Les beaux discours des

8. Cf. Margaret THATCHER, « Die politische Architektur Europas », in M. BRUNNER, *op. cit.*, p. 195-213.

politiciens parlant d'aide sur le terrain ne sont pas crédibles. En matière de politique de développement, la tendance est davantage au relèvement qu'à l'abaissement des barrières douanières. Les fonds allant aux zones communautaires périphériques, comme l'illustre le sommet d'Édimbourg, l'UE n'a plus rien à consacrer à l'aide au développement. Ainsi, l'Espagne finance un parc de loisirs à partir du Fonds de cohésion. C'est d'ailleurs cette même Espagne qui, par crainte d'être moins bien dotée, a freiné les négociations préalables à l'adhésion de la Norvège.

Le protectionnisme est en plein renouveau. L'exemple le plus frappant en est le règlement d'importation des bananes, accordant une préférence unilatérale aux productions communautaires au détriment de l'Amérique latine. Conséquence, les prix ont grimpé de 40 %. Ou encore la politique agricole nationaliste de la France, menée par tous les moyens lors des négociations du GATT aux dépens des autres États-membres, des États-Unis et des pays du tiers monde. En matière d'environnement, un nivellement communautaire par le bas érode les strictes règles de protection en vigueur en Allemagne, renforçant ainsi les disproportions déjà existantes. Ce *dumping* environnemental est préjudiciable à la compétitivité allemande. Dans le doute, le rôle de pionnier de l'industrie et de l'agriculture conquis de haute lutte en matière d'environnement sera soumis à une « harmonisation molle ». De manière générale, le traité de Maastricht n'aborde pas les défis environnementaux de notre époque, défis que seuls peuvent relever tous les Européens unis dans un commun effort.

Dans les rapports avec Bruxelles, là encore, Bonn a fait des concessions irresponsables. A titre d'exemple, le rabais accordé aux Britanniques jusqu'en 1999 nous coûte quelque 1,3 milliard de DM par an. Les contributions élevées de l'Allemagne sont enfin exposées plus souvent aux feux de la critique. Pour la seule année 1992, Bonn accusait des paiements nets de 22,3 milliards de DM, contre à peine 3,5 milliards pour Paris. En 1994, ce seront 31,2 milliards, ce qui correspond à l'impôt de solidarité de 7,5 % prélevé à compter de 1995⁹. Le gouvernement allemand finance presque à lui tout seul une effarante redistribution européenne. Pour maintenir ces faits dans l'ombre, la Commission se refuse à publier les chiffres nets. La Bundesbank ayant dévoilé fin 1993 ce financement unilatéral de l'UE, Bruxelles avança des arguments captieux pour farder la réalité. De l'avis de Peter Schmidhuber, commissaire et membre de la CSU (Union sociale chrétienne), tous les pays membres étaient *grosso modo* sollicités proportionnellement à leur prospérité économique. Comment se fait-il alors que les contributions françaises n'atteignent même pas 15 % de la part allemande ? Depuis peu, le chancelier allemand parle d'économies dans son propre pays, il qualifie l'Allemagne de « parc de loisirs collectif ». Mais l'humilité de Kohl s'envole dès qu'il entend le mot Europe¹⁰. Depuis la réunification, les eurochèques allemands en partance pour Bruxelles ont

9. Cf. Wilhelm NÖLLING, *Unser Geld. Der Kampf um die Stabilität der Währungen in Europa*, Berlin-Francfort/Main, 1993.

10. Cf. Wilhelm HALDER, « Neuer Streit um deutsche Gelder für Brüssel », *Die Welt*, 16 décembre 1993.

enregistré un accroissement de 12 %. Nonobstant l'énormité des coûts induits par la réunification, les paiements de soutien de 120 milliards de DM dans l'ancien bloc de l'Est (le reste de l'Europe ne donnant que 26 milliards), la bande à Kohl-Waigel-Kinkel distribuée à bourse déliée bien que les finances allemandes soient au plus mal¹¹. Pour se faire une idée de l'état de déréliction des finances, il suffit de considérer que le pays doit acquitter à partir de 1995 cent milliards de marks annuellement au seul titre des intérêts, soit un mark sur cinq. Une telle attitude échappe à toute explication rationnelle, elle est l'expression d'une idéologie européaniste à l'état pur. L'Allemagne est la vache à lait numéro un en Europe.

Les États-Unis ont déjà mis les Européens en garde et se tournent économiquement vers le Pacifique. Avec leur esprit pragmatique, les Américains ont constitué l'ALENA, montrant ainsi aux Européens que point n'est besoin d'un super-État, d'un gigantesque appareil de redistribution ni de l'abandon de la souveraineté pour mener une politique économique fructueuse. Pendant ce temps, les chefs d'État et de gouvernement européens s'embarrassent d'un modèle dévalorisé depuis la fin de la guerre froide. Depuis qu'a pris fin l'antagonisme des systèmes, l'Union européenne a perdu toute signification politique pratique. Elle n'est plus qu'une cour de récréation pour politiciens vieillissants qui souhaitent réaliser leurs rêves de jeunesse au détriment des États nationaux. Il faut empêcher qu'une telle politique soit mise en application. Dans une interview récemment accordée à la *Süddeutsche Zeitung*, Edmund Stoiber, ministre-président de Bavière, a qualifié cette Europe d'« excroissance cérébrale », à juste titre, tout en réclamant un ralentissement du processus d'intégration. Il qualifia le chancelier d'« illusionniste européen », pour lui remettre, certes, ensuite l'ordre bavarois du mérite.

De plus, l'UE accuse un déficit démocratique criant. Si l'intégration est poursuivie dans les formes prévues par le traité de Maastricht, le principe démocratique en fera les frais. L'Europe de Maastricht institue un méga-État sans contrôle démocratique. Un pouvoir absolutiste des eurocrates se met en place. Maastricht ou pas, le Parlement européen est et reste un ornement dénué de tous les attributs des Parlements des États nationaux. Cette « chambre d'enregistrement », mieux encore, cette « assemblée politique », ne peut être revalorisée et exercer son contrôle démocratique que par le transfert des prérogatives dont jouit de coutume tout Parlement d'un État national. Dans sa forme actuelle, il ne peut contrôler ni le Conseil, ni la Commission. Il faut donc commencer par une parlementarisation de l'UE, devant s'accompagner d'une délimitation des compétences entre la Communauté et les États membres. Un « super-État » ne peut constituer d'alternative à l'État national. Karl Albrecht Schachtschneider voit dans l'Europe de Maastricht un « despotisme de l'État

11. Cf. Christian REIERMANN, « In der Klemme. Die finanziellen Verpflichtungen gegenüber EU und den Bundesländern überfordern Bonn », *Focus*, n° 9, 1994, p. 49 ; et « Dem Zahlmeister geht das Geld aus », *Focus*, n° 50, 1993, p. 19.

partisan¹² ». Ces craintes sont tout à fait justifiées, comme le confirme Jacques Delors, président de la Commission, qui verrait d'un bon œil un absolutisme éclairé¹³. Avant de songer à l'admission de nouveaux membres, l'UE doit passer par une révision totale, de la tête aux pieds. Si ce gigantesque cartel de redistribution était réformé, les États d'Europe de l'Est et du Sud-Est pourraient adhérer immédiatement.

Bien que l'Allemagne soit le trésorier-payeur de l'UE, elle n'a que peu d'influence sur les décisions de cette dernière. Pour la plupart des parlementaires allemands, l'Europe est un sujet tabou qu'ils n'osent pas transgresser, liés qu'ils sont par toute une série d'arrangements. Il est difficile de s'imaginer avec quelle sérénité, avec quelle ignorance ils se résignent à la dévalorisation de leurs compétences. Sur la question européenne, il existe une coalition monstre qui débite des platitudes en cette matière et qui évite toute confrontation critique. Le peu d'importance attribué par le gouvernement fédéral aux parlementaires ressort clairement du fait qu'il n'a pris en considération que 5 % des recommandations du Bundestag.

L'opposition allemande à Maastricht

La réunification du pays a entre autres débouché sur une réappropriation nationale de la politique allemande, ce que les politiciens ne sont cependant pas encore disposés à admettre. Les hommes et les femmes de ce pays se sont rendu compte qu'ils ont été dupés par les politiciens sur la question de Maastricht. La résistance qui est apparue s'est traduite dans la constitution d'un nouveau parti, le BFB (Bund Freier Bürger, « Ligue des citoyens libres »). Ce parti a été fondé le 23 janvier 1994 à Wiesbaden par Manfred Brunner, longtemps membre du Parti libéral (FDP). Auparavant, Brunner fut chef de cabinet du commissaire allemand Martin Bangemann, jusqu'à ce que ce dernier doive le démettre de ses fonctions sur intervention de Helmut Kohl. Ne pouvant tolérer les esprits chagrins, le chancelier se sentait dérangé dans son euphorie européeniste par la critique que Brunner formulait à bon droit à l'encontre du centralisme européen et de la propension malade de la Commission à tout vouloir harmoniser.

Le BFB était l'unique opposition démocratique au traité de Maastricht. Brunner avait saisi le Tribunal constitutionnel et eut gain de cause. Sans déclarer le traité de Maastricht totalement contraire à la Constitution, le tribunal suprême allemand a précisé que l'État national allemand ne pouvait être dissous, que l'automatisme monétaire prévu au traité n'avait pas de validité (d'où l'obligation d'un nouveau vote du Bundestag avant l'entrée en vigueur) et que l'Allemagne avait la faculté de sortir du traité. Dans sa portée, cet arrêt

12. Karl. A. SCHACHTSCHNEIDER, « Keine Europäische Union ohne neue Verfassung Deutschlands », *Süddeutsche Zeitung*, 25 novembre 1992.

13. Cf. Jacques DELORS, « Entwicklungsperspektiven der Europäischen Gemeinschaft », *Aus Politik und Zeitgeschichte*, 1/1993, p. 3-9.

est tout à fait comparable à l'arrêt rendu contre le Traité fondamental conclu en 1973 avec l'ex-RDA.

Lors des assises européennes tenues à Bonn le 19 février 1994, le BFB a adopté un programme en dix points « Pour une Europe de peuples libres »¹⁴. Dans ce document, le parti se prononce en faveur de la concurrence, de l'économie de marché et d'une Europe des citoyens. La lutte est engagée contre le centralisme de Bruxelles, la réglementation à outrance, l'hyperbureaucratization et l'institution d'un super-État. Le BFB plaide en faveur d'une réduction de la contribution allemande, d'une réforme radicale de l'UE et de l'admission des États d'Europe centrale et orientale. L'Europe des patries et le maintien du deutschemark sont inscrits dans ses objectifs. Comme le dit Manfred Brunner, l'unique grand « parti social-démocrate-chrétien-libéral pro-Maastricht » mène une politique européenne dénuée de crédibilité.

La CDU (Union démocrate chrétienne) ne formule pas la moindre critique contre Maastricht. En attendant les élections européennes, le chancelier Kohl a étouffé toutes les voix critiques, voix que l'on trouve aussi dans son parti. Dans le programme qu'elle a adopté aux assises de Hambourg du 20 au 23 février 1994, la CDU s'est même prononcée pour un État fédéral. Elle a donc délibérément pris le contre-pied de l'arrêt dans lequel le Tribunal constitutionnel parle d'une confédération d'États, tout en excluant l'État fédéral. Quant au SPD (Parti social-démocrate), son orientation idéologique fondamentale le dispose en faveur du modèle centraliste de Maastricht. Mais il plaide en faveur d'une défense plus efficace des intérêts allemands. Les Verts, eux aussi, plaident pour Maastricht parce qu'ils voient les racines du nationalisme dans l'État national qu'il s'agit par conséquent d'abolir. Il n'empêche qu'une partie de leur groupe parlementaire au Parlement de Strasbourg a pris position contre la tendance antidémocratique du traité de Maastricht.

La CSU bavaroise (Union sociale chrétienne) a le plus mauvais rôle. Formulant en 1993 des critiques acerbes contre « l'aberration de Maastricht »¹⁵ et contre Helmut Kohl, « illusionniste européen », Edmund Stoiber, ministre-président du *Land* de Bavière, s'est attiré les foudres de la classe politique tout entière. Le démocrate chrétien Heiner Geissler a même parlé de « haute trahison ». C'est avec une énergie tout hystérique que l'on s'abattit sur Stoiber. Le plus cocasse de l'histoire, c'est que Theo Waigel, CSU et ministre fédéral des Finances, avait signé le traité de Maastricht. D'ailleurs Peter Gauweiler, ancien ministre bavarois de l'Environnement, mais le premier à parler de « monnaie de singe » à propos de l'écu, dut démissionner pour avoir mêlé ses fonctions et ses intérêts privés. Et lors des assises de la CSU qui se sont tenues à Wildbach Kreuth au début 1994, Stoiber fut rappelé à l'ordre par Waigel. Suite à un remaniement ministériel en Bavière, le ministre-président Stoiber prit personnellement en charge les affaires européennes. L'Europe allait désormais relever

14. BUND FREIER BÜRGER, « Wir machen die Europawahl am 12. Juni zur Volksabstimmung gegen Maastricht und für die Deutsche Mark ».

15. « Bundesstaat Europa wäre ein Irrweg. Brief von Bayerns Ministerpräsident Edmund Stoiber an Bundeskanzler Helmut Kohl », *Die Welt*, 3 septembre 1993.

du domaine réservé au chef du gouvernement. A entendre les dissonances régnant au sein de la CSU sur la politique européenne, il n'était pas du tout certain que la population juge à sa vraie valeur ce geste symbolique. Ainsi, le BFB aurait pu être le vrai vainqueur des élections européennes si Manfred Brunner ne s'était pas commis avec le leader du Parti libéral autrichien, Jörg Haider, accusé de sympathies pour l'extrême droite. Cette liaison risque fort de sonner le glas de ce jeune parti. De nombreux électeurs enclins à voter pour les Républicains, parti d'extrême droite, avaient la possibilité d'opter pour l'alternative démocratique que représente le BFB. Le personnel politique du parti de Brunner n'avait pas de honte à avoir, il se composait de politiques, d'économistes et de scientifiques de renom qui n'ont rien de commun avec les équipes de remplaçants ou de seconde zone que les autres partis avaient lancées dans la campagne européenne. Le BFB pouvait enterrer le FDP dont il défend tout le programme avec bien plus de crédibilité. A cela s'ajoute que l'élément national est totalement atrophié au sein du FDP.

Les intérêts allemands et l'État national

Quel est le rôle dévolu à l'Allemagne dans l'Europe de demain ? Quelles sont les conséquences tirées par la classe politique des changements dans la politique mondiale ? Sur les berges du Rhin, les premiers pas entrepris sans tuteur ont causé des turbulences et une confusion considérables. Il incombe désormais aux politiciens en poste de redéfinir les intérêts allemands, ce qui n'ira pas sans frictions, tant en politique intérieure qu'extérieure. L'Allemagne doit commencer par tirer un trait définitif sur le « genscherisme » (politique extérieure d'accommodement, du nom de l'ancien ministre Hans-Dietrich Genscher) et sur la « diplomatie du chéquier » ainsi incarnée, qui l'empêchent d'intégrer la géostratégie, la défense de ses intérêts et la stratégie militaire à la réflexion politique. Pendant longtemps, la politique étrangère allemande est restée esclave de concepts moralistes qui, dès la première mise à l'épreuve dans le conflit yougoslave, se sont révélés être ce qu'ils n'avaient jamais cessé d'être, à savoir des fictions. Il faut par conséquent distinguer entre le souhaitable et les intérêts incontournables. Un postulat bien connu de la politique étrangère allemande faisait l'amalgame entre communauté de valeurs et communauté d'intérêts, conception effectivement fort naïve des relations internationales.

Hormis la réalisation de l'unité intérieure, une réorientation de la politique étrangère allemande est donc le second point central à l'ordre du jour politique. L'Allemagne ne peut plus se retrancher derrière l'Union européenne. Pour l'ancienne République fédérale, la politique d'intégration européenne était pratique car elle nous dispensait de prendre de véritables responsabilités. Se prononcer en faveur de Maastricht, c'était s'abriter dans sa coquille, à l'écart de la politique mondiale. Par le passé, nous nous tirions d'affaire soit par des arguties legalistes (Loi fondamentale), soit par la morale (histoire). Si aucun de ces deux arguments ne prenait, on pouvait toujours s'arranger en ouvrant son

portefeuille (guerre du Golfe). Mais les trois constantes fondamentales de la politique étrangère allemande ne sont plus tolérées par la communauté internationale¹⁶.

Il est temps que les Allemands se reconnaissent dans l'idée de nation et dans une politique de défense de leurs intérêts nationaux, seule cette approche étant en effet de nature à empêcher véritablement une dérive vers un débat métaphysique sur la nation, tel que le recherche la « nouvelle droite ». De manière générale, on peut définir les intérêts nationaux comme l'accroissement du bien-être matériel et moral d'un peuple. Une telle politique de défense des intérêts doit embrasser à la fois le champ national et international. Vers l'intérieur, elle implique une acceptation de notre propre histoire, de notre responsabilité vis-à-vis du tiers monde, de l'environnement et de la paix. A cet égard, il s'agit de faire comprendre à nos partenaires que l'Europe et la conscience nationale sont les deux faces d'une même médaille. Cela va de soi pour tous les Européens, à la notable exception des Allemands. Si nous ne nous réclamons pas ouvertement de la nation, entendue comme espace de la démocratie, nous ne serons mûrs ni pour la politique, ni encore moins pour l'Europe. Cette mission historique dont nous sommes redevables à nos voisins européens est conforme à notre intérêt national.

En contrepoint des orchestrateurs officiels des relations franco-allemandes, certains en France mettent en garde contre le refoulement des intérêts nationaux et qualifient les relations franco-allemandes de « dernier tabou de l'après-guerre ». A juste titre, ils redoutent que cette « tabouisation » ne produise précisément l'effet contraire de ce qui était recherché. Pour avoir esquivé des années durant une franche explication, il se pourrait que « la germanophilie décrétée jusqu'alors du haut vers le bas se retourne en une poussée germanophobe venue du bas¹⁷ ».

Vu sa position centrale et son extension, l'Allemagne a tout intérêt à jouer un rôle de pointe en Europe de l'Est. C'est d'ailleurs ce que ces pays attendent de nous, en particulier la Russie. Nous devrions partir de nos bonnes relations historiques. Mais nous devons aussi faire preuve d'esprit d'ouverture vis-à-vis des autres pays de l'Europe de l'Est, leur ouvrir la voie de l'Union européenne ou d'une nouvelle structure à mettre en place.

A longue échéance, un repositionnement progressif de nos intérêts devra nous amener d'Ouest en Est, ce qui ne signifie pas que nous tournions le dos à l'Ouest, ce que personne ne souhaite, mais simplement un rééquilibrage des intérêts allemands. L'embaras dans lequel se débattent nos politiciens dès qu'ils doivent s'expliquer montre que l'orientation et l'ancrage à l'Ouest ne reposent pas sur le rationnel, qu'ils sont frappés d'un tabou ou auréolés de métaphysique¹⁸. Cette « conscience spécifique » est un phénomène typiquement alle-

16. Cf. Ludwig WATZAL, « Interessenpolitik und Nationalstaat », *Die Welt*, 30 novembre 1993.

17. Cf. Michel KORINMAN, « Das letzte Tabu der Nachkriegszeit », *Süddeutsche Zeitung*, 24 mars 1994.

18. Cf. Michael GROSSHEIM, Karlheinz WEISSMANN, Rainer ZITELMANN, « Wir Deutschen und der Westen », in *West-Bindung. Chancen und Risiken für Deutschland*, Frankfurt/Main-Berlin, 1993, p. 10.

mand. En France ou en Angleterre, il ne viendrait à l'idée de personne de faire de l'orientation occidentale un dogme. Mais en Allemagne, une partie de la classe politique craint que des traditions nationales et anti-occidentales n'en soient revivifiées et que l'on s'écarte du « type normal occidental », comme le dit le philosophe Jürgen Habermas. Or, en Allemagne réunifiée, deux modèles culturels s'entrechoquent : celui des élites de l'Allemagne de l'Ouest, sans préférence multiculturelle ni nationale, et le modèle national de Steffen Heitmann, ancien candidat à la présidence de la RFA. Si le ministre de la Justice de Saxe a été en butte à autant d'hostilité, c'est qu'il incarnait la mentalité est-allemande de l'attachement à la terre et du sentiment national. Cela lui a valu de violentes attaques de la presque totalité de la classe politique et de l'opinion publique. Un front du refus regroupant tous les partis confondus s'est formé contre lui ; et la CDU jubila lorsque Heitmann décida de jeter l'éponge.

Il n'y a rien d'anormal à revoir et à redéfinir ses intérêts à la suite de changements politiques qui ont l'ampleur de ceux de 1989-1990. Les États-Unis nous ont montré comment faire, ce qui ne signifie pas que nous devions constituer l'avant-garde de chaque corps expéditionnaire. La communauté internationale attend simplement de nous que l'Allemagne se comporte comme un État normal, sachant user du pouvoir de manière responsable, satisfaisant aux obligations contractées lors de l'adhésion aux Nations unies. De ce fait, nous devrions détacher des troupes sous le commandement des Nations unies, mais en fonction des intérêts de l'Allemagne, ce qui impliquerait naturellement un siège au Conseil de sécurité de l'ONU. Si jamais la coalition anachronique qui le compose comme une survivance de Yalta devait nous refuser ce siège, ce ne serait pas une catastrophe pour l'Allemagne. En effet, les sièges français et britannique au Conseil de sécurité pourraient être européanisés. Ou se pourrait-il que nos amis européens n'y voient aucun intérêt ? Ne voudraient-ils donc point d'une union politique en Europe ? Tout du moins les États-Unis attendent-ils de l'Allemagne qu'elle s'engage militairement et, quand la maison brûle, qu'elle ne se replie pas sur un moralisme pour critiquer nos alliés dès qu'ils ont tiré les marrons du feu, pour le compte de l'Allemagne également. Un tel moralisme entrave la réflexion sur la responsabilité qui nous incombe et qui découle d'une position aujourd'hui renforcée. Sur le long terme, une telle attitude va à l'encontre de l'acceptation de la présence de troupes américaines en Allemagne¹⁹. Un moralisme forçant le trait empêche en outre d'associer mentalement pouvoir politique et politique de puissance. Il est en effet des situations dans lesquelles il faut employer la force, par exemple lors de l'invasion du Koweït par l'Irak. Si l'on s'était conformé aux souhaits allemands, nous serions aujourd'hui encore en pourparlers avec Saddam Hussein. L'inconstance allemande semble résulter de l'attitude d'un importateur de sécurité. Mais que l'on doive aussi exporter de la sécurité, voilà une idée qui n'est pas propagée

19. Cf. Daniel HAMILTON, « USA und Europa : Die neue strategische Partnerschaft », in *Aus Politik und Zeitgeschichte*, n° 9, 1994, p. 13-21.

en Allemagne. Une telle conception est révélatrice d'un manque flagrant du sens de la stratégie.

L'État national, hétérogène et libéral

Quelle pourrait être la solution de substitution à Maastricht ? L'État national d'inspiration moderne a manifesté une durabilité telle qu'aucun État fédéral européen ne verra le jour dans un proche avenir. L'UE devrait se cantonner à l'essentiel, c'est-à-dire à l'intégration économique de ses membres et de nouveaux États. Considérant la vertigineuse accumulation de problèmes, il paraît aventureux de mener l'Europe occidentale vers un avenir incertain sous la bannière de Maastricht. Peu importe, les partisans de Maastricht ont commencé par tourner le dos pour préparer leur nouvelle monnaie de l'an 2000. Ils détournent le regard du chaos devant leur porte. En ex-Yougoslavie, les canons ont beau tonner, l'Europe occidentale sombre dans un profond mutisme et dans la perplexité. Certes, les Européens disposent en l'OTAN d'un colossal appareil militaire conçu pour tenir en échec l'ancienne URSS, mais incapable de ramener à la raison quelques « bandes », pour reprendre l'expression sarcastique d'André Glucksmann.

L'approche adéquate de l'unification de l'Europe, et non pas de l'Europe de l'Ouest, recèle peut-être une possibilité de dépassement de la poussée nationaliste. Le traité de Maastricht vient mal à propos parce qu'il ignore les bouleversements en Europe de l'Est, à leur tour cause du revirement des opinions sur la question de l'intégration européenne. Les Européens de l'Ouest l'ont compris. Ceux qui ne semblent pas en avoir encore pris conscience, ce sont ces politiciens qui, dans leurs vieux jours, souhaitent s'installer en tête des chapitres des livres d'histoire.

Au lieu de projeter des directives sur l'harmonisation des tondeuses à gazon, de déterminer la courbure des concombres ou de normaliser les préservatifs, les eurocrates de Bruxelles seraient mieux inspirés d'élaborer des stratégies plus productives pour favoriser une forte interdépendance des économies des États membres. Il faut achever le marché unique, tous les autres transferts de compétences à un gouvernement central à Bruxelles sont secondaires et doivent se décider en fonction des intérêts nationaux.

Jusqu'à ce jour, les eurocrates bruxellois et les européenistes des capitales européennes ne sont pas parvenus à inculquer aux citoyens le sentiment d'une certaine appartenance et d'une approbation communes de l'Europe. Tant qu'on ne fera pas comprendre aux gens qu'ils sont et resteront français, allemands, anglais et italiens, ils ne seront et ne pourront pas être européens. Pourquoi une communauté englobant l'Europe tout entière ne pourrait-elle pas se composer d'États souverains et, comme le souhaite la Grande-Bretagne, former une zone de libre-échange soudée par des liens d'interdépendance entre les économies et les gouvernements ? Les États d'Europe de l'Est pourraient être accueillis dès maintenant dans une telle structure.

L'avenir de l'Allemagne réside dans une union paneuropéenne au sein de laquelle les États nationaux joueront le premier rôle. Un préalable à la construction de l'Europe est qu'il doit nécessairement s'agir d'une structure ouverte et libérale, c'est-à-dire hétérogène. L'Allemagne doit maintenir le cap sur l'interprétation individuelle d'une nation des citoyens, elle doit éviter l'écueil de modèles de pensée collectivistes et d'inspiration ethnique. Le nationalisme ne fait problème qu'à partir du moment où il se réfère à une collectivité à laquelle sont reconnus des attributs supérieurs qui sont alors exploités pour restreindre les droits de participation des minorités. L'État national hétérogène est encore le meilleur bouclier des minorités pour la bonne raison qu'il est le seul à pouvoir les protéger. Seule une telle approche peut planter les jalons d'une Europe au grand complet sur la base des États nationaux. Voilà qui devrait mettre du plomb dans la tête de ceux qui, tambour battant, sont en route pour un État unitaire et centralisé inspiré de Maastricht. Le fantôme du centralisme bureaucratique d'obédience bruxelloise, de la Norvège à la Sicile et de l'Atlantique à l'Oural, a des airs d'épouvantail qui devraient donner des cauchemars à tout démocrate. L'alternative ne peut donc résider que dans une Europe des peuples libres ou, pour reprendre l'expression gaullienne, dans une « Europe des patries ».